eux-là même qui ne recourent pas à ces pratiques, ne songent nullement à les blâmer et rient sous cape des boutades que l'on joue au « patron ».

Combien de temps faudra-t-il pour que cette haine du maître se transforme, s'épure et devienne, non plus de la haine contre le propriétaire, mais bien contre le régime de propriété que nous venons de décrire, et qui se retrouve, sous des formes plus ou moins atténuées, dans toute cette région des polders.

A ne consulter que la carte électorale, il semble que ces populations soient unanimement résignées et soumises. La tache jaune, piquée seulement de deux ou trois points bleus, couvre uniformément toute la région littorale.

Mais cette carte, dressée d'après des statistiques plus ou moins exactes, ne reflète pas du tout la véritable situation. La caractéristique des élections du 17 novembre, dans cette région, c'est que « la liste du curé » a été battue dans un grand nombre de villages. Et, chose bien caractéristique, dans ce pays où nous n'avons pas encore fait de propagande, certains candidats ont pris l'étiquette socialiste. A Cortemarck, par exemple, où l'un d'eux a failli passer ; à Vladsloo, un gros village près de Dixmude, où quatre cultivateurs, s'intitulant socialistes, viennent d'entrer au Conseil municipal.

Tout cela est bien vague encore. La masse catholique reste formidablement compacte ; mais quand on observe les choses de près, il n'est pas douteux que des transformations lentes, presque invisibles, mais profondes, s'accomplissent dans les esprits.

Dans les trams vicinaux — véhicules inconscients des idées révolutionnaires — j'ai vu des gens qui lisaient le *Vooruit*. Plusieurs paysans m'ont abordé en me disant qu'ils me reconnaissaient, d'après le calendrier des députés socialistes. Dans la vieille petite ville, non loin de laquelle je logeais, je suis allé, dimanche soir, à une représentation de la vieille société de rhétorique, qui s'est perpétuée, depuis le milieu du XIIe siècle. Il y avait la beaucoup d'ouvriers et d'artisans. L'un d'eux m'a demandé, pour lui et pour ses amis, cinquante abonnements au *Vooruit*. Le lendemain, nous fondions un Werkersbond. D'ici à quelque temps, nos camarades de Gand leur porteront la bonne parole et nous aurons un nouveau centre de propagande dans la Flandre Occidentale.

Le soir du 17 novembre, dans cette même ville, on entendit sonner la cloche des morts.

C'étaient les catholiques qui fêtaient, par cette profanation douloureuse, la défaite des libéraux. Qu'ils fassent maintenant sonner la cloche de baptême : le Socialisme vient de naître chez eux.

Emile VANDERVELDE.

SUR LA TOMBE DE BLANQUI

Voilà quinze ans — presque jour pour jour — une foule immense, véritable flot humain, drapeaux rouges claquant au vent, accompagnait au cimetière les restes de Blanqui, mort cinq jours auparavant dans une pauvre petite chambre du boulevard d'Italie !

Quinze ans ! Et cet espace de temps, long comme une éternité pour la reconnaissance des hommes, n'a pas même ennuagé le souvenir du vieux révolutionnaire, au regard clair, à la main franche, dans la mémoire de ses amis.

Aussi se sont-ils groupés nombreux, hier au Père-Lachaise, autour de la tombe de l'inébranlable vieillard. Ils ont fleuri le beau monument de Dalou, et ces fleurs disent mieux que n'importe quelle parole humaine l'estime ressentie par les visiteurs pour l'énergique caractère, le vaillant d'idées que fut celui dont Vallès burinait le portrait ainsi : « Blanqui, mathématicien froid de la révolte et des représailles, semble tenir entre ses maigres doigts le devis des douleurs et des droits du peuple. »

Ses phrases sont comme des épées fichées dans la terre, qui frémissent et vibrent sur leur tige d'acier. C'est lui qui a dit : « Qui a du fer a du pain. »

Comme, après la mort, Dalou l'a aussi bien rendue, cette physionomie d'un autre âge, dans son émotionnant morceau sculptural ! Sur la pierre funéraire, Blanqui est là, en bronze, couché sous le linceul, dans une attitude de sereine tranquillité, tous muscles brisés, gisant dans le calme, après une vie de perpétuelle agitation consacrée entièrement, par l'action et les nobles idées, à la cause des déshérités.

Que l'on épluche, en effet, la vie du vieux martyr politique, que l'on passe au crible tous les actes de sa longue existence, que l'on tourne les feuillets de ses livres, l'on n'apercevra, pas à un seul moment, pas à un seul jour, pas à une seule page, l'éclosion de l'haïssable et égoïste MOI actuel.

Mais voyez-vous,

Le cœur qui ne bat plus, battait pour une idée,

comme l'a dit de Blanqui le vieux poète Pottier.

PRÉFET PROVOCATEUR

(D'un correspondant)

Paris, 6 janvier.

M. Lépine, préfet de police, s'est conduit dimanche, au Père-Lachaise, comme le dernier de ses mouchards.

Sans raison, mais très délibérément, en homme qui cherche une affaire, en agent provocateur, il a refusé l'entrée du cimetière aux citoyens qui étaient venus apporter leur hommage à la mémoire de Blanqui. Parmi la foule, un citoyen porteur d'un drapeau, roulé dans sa gaine, donna à M. Lépine l'occasion d'intervenir, et sous prétexte de ne pas laisser pénétrer le drapeau dans le cimetière, il refusa l'entrée à tous ceux qui se trouvaient là et qui ne portaient rien du tout.

Notre ami Ernest Roche expliquait aux sous-ordres auxquels avait abandonné la direction du service d'ordre à l'entrée, que personne n'avait l'intention de déployer ce drapeau, quand Lépine, craignant de manquer son coup, vint lui même donner le signal de la bagarre.

— Enlevez le drapeau ! ordonna-t-il brutalement

Ses argousins se précipitèrent sur les citoyens présents et frappèrent à tort et à travers. Pas assez sans doute, de l'avis du préfet, car revenu derrière ses agents, il les poussait lui-même en avant à coups de poing dans les reins ; Ernest roche fut violemment bousculé et notre confrère et ami Adrien Farjat arrêté après avoir été passé à tabac.

De tout cela, il résulte clairement que le commandeur de police Lépine, agent des modérés et des réactionnaires en la circonstance, n'eût pas été fâché de créer des difficultés au cabinet radical au pouvoir.

Nous ne voulons pas croire, en effet, que M. Bourgeois lui-même ait voulu donner un gage aux opportunistes en leur démontrant qu'il n'est pas moins bon gendarme que Dupuy et Leygues.

L'ASSURANCE SOCIALE

en Allemagne

L'assurance obligatoire contre les accidents est entrée en vigueur en Allemagne le 6 juillet 1884. L'office impérial des assurances vient de publier à cette occasion un aperçu historique du développement de l'assurance sociale en Allemagne.

La constitution des corporations a été la première préoccupation du législateur et de l'office d'assurances chargé de leur contrôle.

De nombreuses assemblées d'industriels furent convoquées, en 1884, afin de leur permettre d'échanger leurs vues et d'émettre des vœux au sujet des modes de formation de corporations.

Les chefs d'industrie répondirent avec empressement à ces invitations, désireux avant tout de voir régler rapidement la question de la responsabilité civile qui menaçait de plus en plus de compromettre les bonnes relations entre patrons et ouvriers.

Dès le 21 mai 1885, le conseil fédéral put faire connaître ses décisions. Le nombre des corporations instituées s'élevait à ce moment à 55, comprenant toutes les industries importantes et, en général, conformément aux vœux exprimés par ceux qui devaient en faire partie.

Les détails ultérieurs de l'organisation, élection du comité directeur, des comités de section, des hommes de confiance et des représentants des corporations auprès des tribunaux arbitraux, furent réglés deux mois après, de sorte que l'assurance put commencer à fonctionner le 1er octobre 1885.

Le nombre des corporations industrielles s'élève aujourd'hui à 64 et celui des corporations agricoles à 48, soit en tout 112 corporations. A ce chiffre s'ajoutent 385 administrations publiques, d'empire, d'Etat, de provinces et de communes. Les établissements régionaux d'assurances s'élèvent à 31, où sont groupés par provinces ou pays les diverses corporations.

Depuis le début de l'assurance, les corporations, les administrations publiques et les caisses d'assurances annexées aux corporations du bâtiment ont payé, à titre d'indemnités, aux blessés et aux ayant-droit des victimes décédées 230 millions de marcs. Le nombre total des accidents indemnisés s'élève à 420,000 marcs, répartis sur une moyenne de 18 millions d'assurés. Le fonds de réserve et de prévoyance des corporations réunies atteint actuellement 126 millions de marcs.

Jusqu'en 1884 les patrons n'avaient d'autre moyen de mettre leur responsabilité civile à l'abri que de s'assurer aux Compagnies qui les couvraient contre les risques d'accidents survenus à leur travail. La loi de 1884 modifia ce système hérissé de contestations et de difficultés en forçant les corporations patronales à devenir les assureurs des ouvriers employés dans leurs branches d'industrie, sous la surveillance et la garante de l'Etat, et en posant en outre, le principe que tout accident survenu à l'ouvrier, à l'occasion de son travail, donnait lieu à l'indemnité, fût-il causé ou non par la faute de la victime.

Depuis 1891 une nouvelle assurance ouvrière est entrée en vigueur. Elle a pour but d'assurer une rente d'invalidité ou de vieillesse à tous les ouvriers et employés ayant moins de 2,000 marcs de salaire au moyen de cotisations payées par le patron l'employé et à l'aide d'une allocation de l'Etat.

Le rapport de l'Office général d'assurances nous apprend que depuis ses cinq années d'existence, cette institution a payé en arrérages de rente aux invalides et aux vieillards, 84 millions et demi de marcs auxquels viennent s'ajouter 55 millions de marcs d'allocations spéciales à la charge de l'empire.

Le nombre de personnes assurées contre l'invalidité et la vieillesse s'élève à 11 millions et demi.

Les capitaux qui forment l'avoir actuel des établissements d'assurances, atteignent le total énorme de 350 millions de marcs.

On sait, au reste, que ce chiffre préoccupe les économistes allemands, et qu'un projet de réforme des assurances sociales est à l'étude. Une loi modifiant l'assurance contre la vieillesse sera même présentée au Reischstag.

Cette nouvelle loi, destinée à remédier aux inconvénients les plus impopulaires de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, n'aura probablement qu'un caractère provisoire : car il semble que le projet persiste toujours de refondre et d'utiliser ces divers systèmes d'assurances, auxquels il faut encore ajouter l'assurance contre les maladies, organisée par la loi de 1883, et qui est ainsi la première en date des lois sociales de l'Empire allemand.

Le moins heureux des trois

Une cause qui a été jugée hier devant la cour du comté, à Shoreditch, fait toucher du doigt la démoralisation qui résulte des pratiques de l'Armée du Salut. Un ébéniste nommé Scott, avait fait assigner sa femme Annie Scott, à qui il réclamait certains objets de mobilier. La défenderesse soutenait que les meubles étaient à elle ; le plaignant les lui avait donnés. Le juge : Votre mari vous a-t-il abandonnée ou est-ce vous qui l'avez quittée ? »

Annie Scott : « Il m'a quittée. Nous nous sommes mariés en 1892 dans la grande salle du congrès de l'Armée du Salut, à Clapton. Il y avait 4,000 personnes présentes. J'ai vécu pendant deux ans avec lui, je vis maintenant avec l'homme auquel il m'a cédée. Il a signé un papier m'autorisant à vivre avec cet homme. Le voici, monsieur le juge, il est signé de lui. »

Le juge : « Je prononce le jugement en faveur de la défenderesse. Voilà le nom du plaignant au bas de cet abominable document. Cela me suffit.

L'avocat du plaignant essaya alors d'expliquer au juge que son client était faible d'esprit et affligé d'une certaine infirmité physique. Il avait donné avis de cette dernière inconstance avant le mariage à sa future femme qui était infirmière. Mais celle-ci avait répondu que cela ne faisait rien, et qu'elle l'épouserait tout de même. (Il est probable que la commère avait déjà son plan pour remédier à l'infirmité physique de son mari.)

Quelque temps après le mariage, un certain Gowling, ouvrier brossier, vint habiter avec le ménage Scott, en qualité de pensionnaire. Au bout de quelques mois cédant aux importunités de sa femme, Scott signa le papier dont il a été question plus haut. A partir de ce moment, mistress Scott vécut avec Gowling, qui avait la réputation d'un homme très religieux (dans l'Armée du Salut).

Scott demeura quelque temps avec eux en pensionnaire ; puis un beau jour sentant sans doute qu'il était de trop, il s'en alla.

Les explications de l'avoué ne modifièrent pas la manière de voir du juge French, qui confirma son jugement.

UNE IDÉE SIMPLE

Combien de fois n'avons nous pas eu à enregistrer, avec tous nos confrères les doléances des parents des soldats morts à Madagascar qui n'ont appris la mort de leur enfant que par le retour d'une de leurs lettres portant la mention : « décédé ? ».

Les ministres de la guerre du moment ont alors pris l'engagement que pareil fait ne se renouvellerait pas. Et le lendemain il se renouvelait.

Rien n'était pourtant plus facile que de remédier à une chose si inhumaine. Il aurait suffi que le ministre des postes enjoignit à tous les receveurs de garder en attente toute lettre adressée à un soldat et revenue avec la mention « décédé » et d'avertir alors le directeur général de Paris.

M. Georges Martin, ancien sénateur, indique aujourd'hui ce moyen. Il est simple. C'est sans doute pourquoi on n'y a pas songé et pourquoi aussi on ne l'appliquera pas.

NOMINATION SCANDALEUSE

La nomination de M. Toutée, du Bal-des Vaches, vice-président du tribunal civil de la Seine, comme conseiller à la cour d'appel, qui a été annoncée samedi soir et a, depuis, donné lieu à de vives polémiques, n'a pas paru à l'*Officiel*.

Est-ce que le ministre se serait ravisé ?

DERNIÈRE HEURE

(Par Service Spécial)

LES AFFAIRES TURQUES

Londres, 6 janvier.

Le *Daily News* de ce matin publie la dépêche suivante de Constantinople :

« Un massacre épouvantable a eu lieu à Piredjek.

» 2,000 chrétiens ont été mis à mort. »

TERRIBLE INCENDIE

Paris, 6 janvier.

Un terrible incendie s'est déclaré dans la soirée dans le carreau de la rue du Temple et il n'a pas tardé à prendre des proportions inquiétantes en raison de l'entassement et de la nature des marchandises. Après une heure d'efforts les pompiers se sont rendus maîtres du feu. Les dégâts sont importants, il n'y a eu aucun accident de personne.

LES ESPAGNOLS A CUBA

Madrid, 6 janvier.

Une dépêche officielle de la Havane annonce que les Espagnols ont arrêté le mouvement en avant des insurgés qui ont été battu par le général Navarro.

Madrid, 6 janvier.

On annonce comme absolument certain que le maréchal Campos a adressé hier au gouvernement une dépêche par laquelle il notifie sa démission de généralisime des troupes espagnoles à Cuba.

VOL CONSIDÉRABLE

Berlin, 6 janvier.

Les journaux du matin annoncent qu'un grand vol avec effraction a été commis dans la fonderie royale de Spandau.

Le souterrain renfermant la caisse a été ouvert à l'aide de fausses clefs et 70,000 marks de la caisse des malades ont été dérobés.

L'INSURRECTION CUBAINE

Madrid, 6 janvier.

Une dépêche officielle annonce que les insurgés ont traversé, près de Pozo-Redondo, le chemin de fer allant de la Havane à Batabano.

C'est la partie la plus étroite de l'île. C'est de là que part le fil télégraphique reliant la Havane avec le câble de la Compagnie de Cuba sous-marine, seule communication directe entre la partie orientale de Cuba.

L'intention des insurgés serait d'envahir la province de Pinar Rio où existent déjà quelques petites bandes.

EXÉCUTIONS CAPITALES

Melun, 6 janvier.

M. Deibler, a exécuté ce matin les nommés Vanhamme, âgé de 20 ans, qui ont assassiné, le 3 octobre dernier, le chemineau Lefèvre.

Après avoir tué et dépouillé leur victime — qui possédait une vingtaine de francs — ils l'avaient jetée dans la Seine.

La cour d'assises de Seine-et-Marne les a condamnés à mort le 21 novembre.

De très nombreux curieux stationnaient autour de la guillotine.

TERRIBLE EXPLOSION

Berlin, 6 janvier.

On télégraphie de Gotha au *Berliner Tageblatt* :

Un magasin de poudre contenant 5 mille livres de poudre a sauté au sud de Mellis.

Quoique le magasin se trouve à 600 mètres de la ville, la force de l'explosion a été telle que les carreaux ont été cassés, des maisons ont été secouées et plusieurs personnes ont été jetées bas de leurs lits.

La cause de l'explosion est inconnue.

Ce magasin de poudre appartenait à la ferme Herinsdorff.

INSURRECTION A FORMOSE

Yokohama, 6 janvier.

Toute la région au nord-est de Tamsui, dans l'île de Formose, est en pleine insurrection depuis le 28 décembre.

Dix mille rebelles qui ont attaqué, le 1er janvier, Tarpeh, ont été dispersés le même jour, mais on s'attend à d'autres soulèvements.

LES ITALIENS EN AFRIQUE

Rome, 6 janvier.

On mande de Massaouah que deux notables indigènes qui, de leur propre initiative, s'étaient rendus auprès du raz Makonnen pour tâcher de l'amener à renoncer à la guerre, ont rapporté au général Baratieri la réponse du raz.

Makonnen envoie son salut au général et déclare qu'il est disposé à conclure la paix et à se rendre lui-même à Adigrat, s'il est nécessaire.

Les deux notables sont repartis de nouveau pour le camp choan.

Aden, 6 janvier.

Les nouvelles de Choa portent que Ménélick, qui n'était parti pour la frontière qu'avec l'armée active, vient d'appeler la moitié du contingent des milices, soit environ soixante-quinze mille hommes.

L'ordre a été envoyé aux avant-gardes de se retirer au moment voulu pour entraîner les Italiens le plus loin possible dans la montagne.

Ménélick, qui est à Ascianghi, a décrété la construction d'une basilique sur le champ de bataille d'Amba-Alagi et la célébration de la Noël, aux trois camps abyssyns, avec un éclat inaccoutumé.

L'union la plus complète règne dans les trois camps ; les vivres sont abondants. On a envoyé de l'orge aux derviches.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES

(De nos correspondants particuliers)

ÉVASION DE DEUX MILITAIRES

Amiens, 6 janvier.

Le 8e bataillon de chasseurs a été mis en émoi par l'évasion de deux militaires qui, depuis huit jours, se trouvaient en cellule à la prison de la caserne.

Les deux militaires évadés se nomment Finot, dont les parents demeurent à Bonviliers, (Oise) et Watebled, né à Albert où habitent ses parents. Tous deux appartiennent à la 2e compagnie.

Finot avait été puni de 60 jours de prison et Watebled, de 30 jours.

Vers deux heures, dans l'après-midi, pendant que le caporal de garde était allé chercher leur gamelle, les portes des cellules étant restées ouvertes, Finot et Watebled en ont profité pour sortir de la prison et prendre la poudre d'escampette.

On ne sait de quel côté ils ont dirigé leurs pas. Sont-ils sortis par la porte ordinaire et ont-ils gagné la ville, où se sont-ils laissé choir dans le large fossé qui entoure la Citadelle ? C'est ce que l'enquête n'a pu faire connaître.

Les fugitifs sont activement recherchés, la gendarmerie immédiatement informée, a ouvert une enquête et les signalements de Finot et Watebled ont été transmis à toutes les brigades des environs.

Il paraît que Finot n'en est pas à son coup d'essai et que pendant les manœuvres de l'Oise il a volontairement disparu de sa compagnie pendant un certain nombre de jours.

UNE GRÈVE DE FONDEURS

Baume-Marpent, 6 janvier.

Une grève s'est déclarée aux usines des forges et fonderies de Baume Marpent, qui occupent 400 ouvriers. Cette grève est provoquée par l'affichage d'un nouveau règlement où le minimum de salaire est assuré aux ouvriers travaillant à la journée, tandis que la même garantie est refusée aux ouvriers travaillant aux pièces.

Après s'être concertés, les ouvriers, n'ayant pu obtenir la modification de ce règlement, ont délégué cinq d'entre eux pour aller à Baume porter leurs réclamations au siège de la Société.

Un administrateur de la Société de Baume-Marpent est venu à Marpent. Il a reçu les délégués et leur a confirmé purement et simplement la décision du directeur.

Après avoir très énergiquement déclaré qu'ils ne reprendraient leur travail qu'aux anciennes conditions, les ouvriers très calmes, se sont mis en grève.

Le calme le plus complet n'a cessé de régner, depuis le jour où a commencé le différend entre les ouvriers et l'administration de la Société de Beaume Marpent.

UN ACCIDENT MORTEL

St-Omer, 6 janvier.

M. Désiré Cyssau, marchand de légumes au Nieppe-Renescure, revenait de St-Omer dans sa charrette, lorsque celle-ci, mal dirigée, alla heurter une grosse pierre bordant la route.

M. Cyssau fut projeté sur le pavé et le cheval en s'abattant renversa la charrette sur son conducteur, lui écrasant la poitrine.

On accourut au secours du malheureux, qui fut transporté à l'hospice et mourut le lendemain matin.

LES GRÈVES D'HALLUIN

Halluin, 6 janvier.

Une certaine détente semble se produire dans les rapports entre grévistes et patrons.

Pour la première fois depuis le commencement de la grève M. Graty s'est entretenu avec les ouvriers dans la journée d'hier. Les ouvriers avaient été avisés le matin que M. Graty était disposé à recevoir les délégués.

Cette nouvelle s'était propagée comme une traînée de poudre et vers 2 heures de l'après-midi de nombreux grévistes se trouvaient aux Baraques, commentant cette nouvelle.

On disait couramment que le Gantois, directeur et deux contremaîtres de la fabrique avaient été renvoyés par M. Gratry, qui paraît-il, reproche à ces personnages de ne pas avoir rendu un compte exact des réclamations formulées par les tisserands et d'être cause de la prolongation de la grève.

Ce qui donnait quelque consistance à cette nouvelle c'est l'attitude piteuse du Gantois qui sortant de la fabrique vers 2 heures marchait tête baissée et osait à peine lever les yeux sur les nombreux ouvriers qui ne cessèrent de le huer pendant le trajet de la fabrique aux baraques.

Vers 3 heures, une délégation se rendit à la fabrique et fut reçue par M. Gratry qui s'est entretenu avec ses ouvriers pendant plus d'une demi heure.

Plus de deux mille personnes attendaient avec anxiété le résultat de l'entrevue et lorsque les délégués revinrent on se pressa vite à la salle Picavet ou devait avoir lieu une réunion.

Un soupir de soulagement s'échappa de toutes les poitrines lorsqu'on vit la mine réjouie des délégués qui n'avaient qu'à se louer de l'accueil fait par M. Gratry.

Ce dernier consent à faire des concessions partielles jugées insuffisantes par les ouvriers qui s'en tiennent au tarif établi par eux dès le commencement de la grève.

Néanmoins on ne désespère pas de pouvoir arriver à une entente, M. Gratry ayant montré des dispositions conciliatrices.

Il serait à souhaiter pour tout le monde que ce conflit qui dure depuis trop longtemps, prenne fin le plus vite possible ; il est bien entendu que les ouvriers sont dignes d'obtenir satisfaction, leurs exigences étant en somme très modérées.

Tout le monde à Halluin reste sympathique à la cause des grévistes et l'on attend avec impatience le résultat de l'entrevue qui doit avoir lieu aujourd'hui.

Rien n'est changé dans la situation chez Lemaitre.

M. Defretin semble disposé à faire quelques concessions.

Nous sommes heureux de constater qu'un vent de conciliation souffle en ce moment à Halluin et que des symptômes favorables font présager la fin de cette longue et pénible grève.

La retraite de Claude Cazes

Le Banquet de la "Maison du Peuple"

Une fête des plus touchantes a eu lieu hier à la Maison du Peuple, de Lille.

Trente cinq collaborateurs du *Réveil* et de l'*Egalité*, rédacteurs, compositeurs, employés étaient réunis en un familial banquet pour témoigner de leur profonde et respectueuse sympathie à Claude Cazes dont nous avons récemment annoncé la démission.

C'est le successeur de Claude Cazes à la rédaction en chef du *Réveil du Nord* — le citoyen Siauve-Evausy qui a présidé cette réunion tout intime.

A une heure 1/2 on s'est mis à table. Claude Cazes, avec sa bonhommie habituelle, a eu vite fait de chasser la mélancolie que son départ inattendu avait versée dans tous les cœurs et les fourchettes ont merveilleusement manœuvré grâce à la savante organisation de ces agappes cordiales — organisation dont tout l'honneur revient à notre collaborateur Carlier et au personnel de la « Maison du Peuple » qui se sont multipliés pour que chaque convive emportât de cette fête une bonne impression, — impression qui disons-le tout de suite a été aussi bonne que le menu... Et ce n'est pas peu dire !

Au dessert, le Rédacteur en chef, du *Réveil*, le citoyen Siauve-Evausy s'est levé et dans un discours vibrant, plein de notes émues, il a salué le vaillant lutteur Claude Cazes qui a cru devoir si prématurément quitter le journalisme.

Claude Cazes a remercié Siauve. Il l'a fait en termes qui ont profondément remué l'auditoire. Tout le monde avait les larmes aux yeux et si jamais Claude Cazes avait pu douter de la vénération qui l'entoure, il aurait été, hier, bien détrompé.

Ensuite, Delesalle a pris la parole.

A grands traits, il a retracé la carrière si brillante de Claude Cazes et il a rendu un juste hommage à son talent, à ses qualités publiques et privées et à son esprit d'abnégation.

Dépeindre l'impression produite par ces trois discours est impossible. Nous y renonçons. Mais ceux qui étaient là en garderont un ineffaçable souvenir.

Puis, Ghesquière, conseiller général ; Bonduel, au nom du Parti ouvrier ; Bailleul et Catrice, au nom de Roubaix ; Victor Renard, au nom de Fourmies ; Rassel au nom de Caudry et d'Escaudœuvres : notre metteur en pages, Gombert, au nom de la composition du *Réveil* et de l'*Egalité*, ont éloquemment salué leur porte-drapeau d'hier, Claude-Cazes, et leur porte-drapeau d'aujourd'hui, Siauve-Evausy.

Les chants ont succédés aux discours. Des artistes improvisés se sont longuement fait applaudir et ce ne fut qu'à 5 heures que prit fin cette fête de famille qui témoignerait, si besoin était, de la fraternité parfaite qui n'a cessé un seul instant de régner entre tous les collaborateurs du *Réveil* et de l'*Egalité* — ouvriers, employés ou rédacteurs.

Ces spectacles là sont réconfortants et il n'est pas douteux que Claude Cazes, dans sa retraite volontaire, ne conserve un très vif souvenir de celui que l'affection et la reconnaissance de ses anciens collaborateurs et camarades de combat, lui ont offert dans la journée de Lundi.

CH. VERECQUE.

FEUILLETON N° 91

L'ALBINOS

PAR

HENRY DEMESSE

Suite du Testament Volé

DEUXIÈME PARTIE

XV

L'hôte de l'Albinos

— C'est ce que nous allons voir. Mais, d'abord, répondez-moi ? Vous aviez quatre ans quand le père Everard vous trouva, m'avez-vous dit ?

— Oui... Pourquoi cette question ?

— A quatre ans, on a déjà le sentiment des choses qui vous entourent.

— Oui. Eh bien ?

— Eh bien, dites-moi, vous rappelez-vous avec qui vous viviez la veille du jour où le père Everard vous a trouvée ?

— Vaguement, à présent. Ces souvenirs sont si lointains. Ce dont je me souviens fort bien, c'est qu'on a tout fait pour me les faire oublier.

— Ah ! ah ! dit l'Albinos tout joyeux, sans qu'Antoinette pût s'expliquer sa joie. Ah ! on a tout fait pour que vous oubliez ce passé ?

— Oui ! Même je me souviens que, pendant longtemps, on me défendit d'en parler à personne !

— Parfait ! dit encore l'Albinos, à la grande surprise de la jeune fille, qui ne comprenait rien à ces exclamations de son interlocuteur... Parfait !.. Mais avez-vous obéi aux ordres qu'on vous donnait ?

— Oui !

— Et jamais vous n'avez dit à personne ce dont vous vous souveniez relativement au passé ?

— Non !

— Mais de quoi vous souvenez-vous.

Antoinette chercha dans ses souvenirs.

— Pourquoi ces questions ? demanda-t-elle enfin.

— Je vous supplie de ne pas croire, mamzelle, que je suis poussé par la curiosité en vous adressant ces questions !

— Je le sais, mon ami. Je le sais... Vous m'interrogez dans un but que j'ignore ; mais vous servez mes intérêts, quelque chose me le dit.

L'Albinos était radieux.

— Eh bien, dit-il, répondez moi donc. Fouillez dans vos souvenirs, mamzelle, Dites-moi tout ce dont vous vous rappelez. Songez qu'un mot seulement, un seul, peut être utile et servir mes projets.

— Quels projets ?

— Je ne peux rien vous dire encore, mais je vous supplie de parler...

— Eh bien ! attendez ! dit Antoinette. Souvent, il m'est arrivé de chercher dans mes souvenirs pour essayer d'y retrouver quelque chose du passé... Seulement, je ne vois les choses que très vaguement, je vous le répète.

« J'ai souvenir d'une maisonnette, dans un grand jardin. C'est là que j'ai passé les premiers temps de mon enfance. Le souvenir de cette maisonnette est si précis en mon esprit que je la reconnaîtrais, il me semble, si je la revoyais. Le jardin était plein de fleurs. Il y avait notamment des tulipes, beaucoup de tulipes !

Et puis, dans un coin du jardin se trouvait une basse-cour pleine de poules ; je leur portais des graines !

— Mais avec qui étiez-vous, alors ? Vous le rappelez-vous !

— Oui... j'étais avec un homme très grand ! Je le vois encore... Il avait une longue redingote pareille à celles que portent les soldats... C'était sûrement un soldat.

« Il portait des rubans sur sa poitrine, et, même, je me rappelle que je lui ai vu des médailles... Il jouait avec moi !... Je montais à cheval sur son dos, il se mettait à quatre pattes et nous nous amusions beaucoup. Cela s'appelait jouer au...

La jeune fille fit un effort pour se rappeler ce détail, mais ce fut vainement...

— Je ne peux pas me souvenir. Le vieux soldat chantait une chanson... Je ne peux pas me rappeler cette chanson... mais je la reconnaîtrais, à coup sûr, si je l'entendais.

— C'est tout ce dont vous vous rappelez ?

— Oui... attendez... Et puis je me rappelle encore que nous avons quitté la maisonnette.

— Savez-vous où était située cette maisonnette ?

— Non.

— Vous avez donc quitté la maisonnette. Et puis ?

— Et puis, je me rappelle une marche, une longue marche sous une pluie diluvienne. Le vieux soldat me portait. J'étais très fatiguée. Et puis, nous sommes montés en voiture... et puis, enfin, nous sommes arrivés dans une auberge.

— C'est ça, dit l'Albinos en dansant la gigue de façon échevelée.

— Que dites-vous ? fit Antoinette.

Alors l'Albinos redressa sa petite taille et dit solennellement, d'une voix forte :

— Nous allons rire !

Depuis un instant, l'Albinos et Antoinette se trouvaient près de l'atelier, cachés derrière un massif d'arbustes.

— Que signifie ? demanda Antoinette.

— Mamzelle ! dit le Parisien, Toussaint Everard vous aime ! Vous le verrez ce soir ou demain. Je lui ai écrit. Il doit revenir.

— Grand Dieu ! Ménagez-moi.

— Ce n'est pas tout !

— Achever !

— Je dirai tout. La joie ne tue pas ! Sachez que l'heure de la délivrance approche. Depuis plusieurs jours, je cache dans ma chambre quelqu'un que vous reconnaîtrez, je l'espère, et qui est venu ici à mon appel.

— Qui donc ?

— C'est pour vous le faire voir que je vous ai écrit, que je vous ai priée de sortir ce soir pour prendre l'air, de vous appuyer sur moi et de vous laisser guider.

— Parlez vite !

— Mamzelle, l'homme qui vous éleva était en effet, un vieux soldat décoré, médaillé et tout le bataclan ! Cet homme là a connu votre père et votre mère.

— Monsieur Etienne, que dites-vous ?

— La vérité ! Avec le vieux soldat, vous jouiez, quand il était à quatre pattes et que vous grimpiez sur son dos, « au maréchal Bugeaud monté sur son cheval de guerre et marchant contre les Kabyles. »

— C'est vrai ! c'est ! C'est cela. Je me souviens.

— Et le vieux soldat chantait : « Y a la goutte à boire, y a la goutte à boire ! ce qui est l'air de la charge.

— C'est cela !... Je me souviens !... Comment savez-vous...

— Je sais aussi que vous vous appeliez alors, non pas « Antoinette », mais Thérèse.

— Thérèse dit la jeune fille. C'est toujours vrai.

— Savez-vous enfin comment s'appelait le vieux soldat.

— Je ne m'en souviens pas..

— Le reconnaîtriez-vous ?

— Oui !

— Nous allons voir çà.

Et, s'interrompant, il s'écria d'une voix forte :

— Paraissez !

De l'atelier, dont la porte était ouverte, un homme de haute taille parut. Antoinette le vit.

— Eh bien, le reconnaissez-vous ? dit l'Albinos.

La jeune fille jeta un cri et marcha vers l'homme. C'était le père Cachepot, que nous avons revu à Saint-Denis.

— Landry !... fit-elle. Landry !...

Elle tomba dans les bras du brisquart en sanglotant.

— Thérèse ! Ma chère Thérèse ! Mon enfant ! Dieu soit loué ! Dieu soit béni ? Je te revois ! Je peux mourir.

Le brisquart pleurait à chaudes larmes. L'Albinos exultait.

— Que signifie ! dit une voix.

Tout le monde se retourna. M'sieu Maquart, ne voyant plus dans le jardin l'Albinos et Antoinette, inquiet, était venu.

— Que signifie ! répéta-t-il.

(A suivre).